

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1587

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

economiesuisse, le retour

En novembre dernier, les milieux économiques disaient ouvertement leur préférence pour les deux candidats Blocher et Merz au Conseil fédéral, après avoir tout aussi clairement manifesté leur désir de voir l'UDC renforcer sa députation aux Chambres. Le même mois, le Vorort et la Société pour le développement de l'économie suisse (sdes) fusionnaient pour former ensemble la Fédération des entreprises suisses, déjà connue sous l'appellation promotionnellement correcte d'*economiesuisse*.

Voilà une organisation faitière qui revient de loin. En septembre 1999, Andres Leuenberger, alors président du Vorort, devait encaisser l'échec de son projet de fusion entre les deux organisations précitées et l'Union centrale des associations patronales. A l'époque, Christoph Blocher, conseiller national et patron du groupe Ems, affirmait que les milieux économiques avaient mieux à faire que tenir des séances et pourraient avantageusement remplacer leurs associations par «deux ou trois personnes pleines d'entregent» travaillant dans les coulisses fédérales.

Cette forme de lobbying paraissant imprudemment minimaliste, l'idée d'un mariage à deux plutôt qu'à trois fut reprise à l'automne 2000. Les trois ans de fiançailles furent difficiles: beaucoup de têtes ont roulé du côté de Zurich mais, tandis que les comités tanguaient, Rudolf Ramsauer, directeur d'*economiesuisse*, tenait fermement la barre. Et conduisait une campagne de votations après l'autre: de la plus modeste (moins de cinq millions de francs) à la plus généreuse (plus de dix millions). Avec des résultats variables - les sept à huit millions dépensés en faveur de la loi sur

l'électricité n'auront pas suffi - mais avec une détermination croissante.

Aujourd'hui, *economiesuisse* affirme sa présence sur tous les fronts. Ses volumineux programmes économiques servent de bases de travail aux secrétaires patronaux et de catalogues aux parlementaires en mal d'interventions. Ses études, avis et consignes remplissent les pages de la presse économique et professionnelle, où le même Ramsauer ne cesse d'apparaître. Il salue la nouvelle composition du Conseil fédéral, préconise la restructuration des hautes écoles, annonce la réforme du marché intérieur, réclame la réduction des impôts directs, prédit la relance des affaires mais pas forcément la croissance de l'emploi; et ressert à tout propos sa préoccupation obsessionnelle: l'assainissement des finances publiques.

A *economiesuisse* on sait que la répétition d'un message augmente ses chances de passer. Pourvu que l'émetteur prenne soin de varier le ton et de s'assurer d'efficaces relais. Porte-parole attitrée, la sdes n'assume pas seule sa mission d'information-propagande, à laquelle contribue entre autres le *think tank* nommé Avenir Suisse. Sans compter tout un réseau de groupements et comités, permanents ou ad hoc, dont l'influence s'étend jusque sous la Coupole fédérale.

Coïncidence significative, la puissance retrouvée des milieux économiques suisses se manifeste au moment où les Alémaniques réaffirment une prépondérance que les Romands battaient encore récemment en brèche, grâce à une brochette de personnalités désormais hors marché. Un déclin à mettre en regard avec l'absence des Romands à la tête des commissions permanentes des Chambres fédérales pendant la législature qui commence. YJ

Dans ce numéro

Le patronat et l'UDC attaquent l'assurance invalidité pour mieux viser l'ensemble de la protection sociale.

Lire en page 2

Armée XXI pourrait mettre fin au service militaire obligatoire.

Lire en page 3

La politique de la famille n'existe pas.

Lire en page 4